

Dynamique des dettes et croissance économique : Une analyse des risques de soutenabilité de la dette sur la performance économique des pays de la CEMAC

Debt dynamics and economic performance: An analysis of debt sustainability risks on the macroeconomic stability of CEMAC countries

Dr (PhD) NGUELEKOUMOU Prud'homme Ange Beau-Gard

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Bangui- République Centrafricaine

Laboratoire de la Macroéconomie Appliquée

Date de soumission : 11/09/2024

Date d'acceptation : 04/11/2024

Pour citer cet article :

NGUELEKOUMOU. P.A.B., (2024) « Dynamique des dettes et croissance économique : Une analyse des risques de soutenabilité de la dette sur la performance économique des pays de la CEMAC », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 11 » pp : 382-405.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette recherche a pour objectif d'analyser les risques de soutenabilité de la dette sur la stabilité macroéconomique des pays de la CEMAC. Les résultats d'estimation économétrique pour les différents pays de la CEMAC montrent que les variables macroéconomiques et socio-économiques sont affectées notamment le Produit Intérieur Brut, le Flux de la Dette, la croissance de la population, la croissance des crédits au secteur privé l'Investissement Direct à l'Étranger, l'Indice du Développement Humain (IDH), Investissement Global (INVEG) y compris l'Ouverture commerciale sont significativement et positivement affectées. Les agrégats économiques sont comportés d'une manière mitigée par les unités d'impact de la dette dans les pays de la CEMAC. Ces conséquences obtenues acquiescent de stipuler des avertissements des politiques économiques face au flux des dettes afin de renforcer le programme de réformes économiques et financières communautaires : (i) renforcer la politique de gestion des dettes dans les pays de la CEMAC; (ii) renforcer le système de suivi des réformes économiques et financières dans la zone CEMAC ; (iii) intensifier la publication des statistiques relatives au suivi des réformes économiques et financières dans l'espace CEMAC ; et (iv) Renforcer le système de gouvernance des dettes.

Mots-clés :

Model SVAR ; Risque de soutenabilité de la dette ; croissance économique ; stabilité macroéconomique ; Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale.

Abstract

This research aims to analyze the debt sustainability risks on the macroeconomic stability of CEMAC countries. The econometric estimation results for the different CEMAC countries show that the macroeconomic and socio-economic variables are affected, in particular the Gross Domestic Product, the Debt Flow, population growth, growth of credits to the private sector, Foreign Direct Investment, the Human Development Index (HDI), Global Investment (INVEG) including trade openness are significantly and positively affected. The economic aggregates are behaved in a mixed manner by the debt impact units in CEMAC countries. These consequences obtained acquiesce to stipulate warnings of economic policies in the face of the flow of debts in order to strengthen the program of community economic and financial reforms: (i) strengthen the debt management policy in CEMAC countries; (ii) strengthen the system for monitoring economic and financial reforms in the CEMAC zone; (iii) intensify the publication of statistics relating to the monitoring of economic and financial reforms in the CEMAC area; and (iv) strengthen the debt governance system.

Keywords:

SVAR Model; Debt Sustainability Risk; Economic Growth; Macroeconomic Stability; Economic and Monetary Community of Central Africa.

Introduction

Le marasme économique qui a cahoté le monde dans les années 80 n'a pas capitalisée la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) où l'ont vu exposer et croître un flux des dettes au fil des années. Cette dernière reste encore aujourd'hui un sujet sensible et paradoxal énormément abordé par les chercheurs. La dette publique trouvant son synonyme de réductions budgétaires et de rétributions, nous constatons que de nombreux économistes présentent des analyses mitigées de l'impact de l'endettement sur la croissance et aussi sur la stabilité macroéconomique. Certains d'entre eux se demandent sur l'ampleur, le surplomb et l'impact que ce fardeau d'endettement aura sur les agrégats économiques, sociaux, de la gouvernance économique et financière y compris sur les générations futures. Ainsi, toujours selon certains chercheurs, la responsabilité de l'Etat est interrogée pour éviter tous chocs provoqués par le fardeau de la dette à moyen et à long terme. Les chercheurs en sont même parvenus à trouver une ligne de démarcation entre les externalités positives et négatives qui peuvent engendrer le flux de la dette dans un pays ou dans une communauté. De prime au bord, les chercheurs stipulent que les Etats n'ont pas le choix de mettre en œuvre une politique d'austérité pour rembourser leur dette et de diminuer le fardeau honteux légué par les générations irresponsables qui impacte souvent sur les générations futures et surtout sur les agrégats macroéconomiques, sociaux et institutionnels.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les questions de l'endettement se posent avec beaucoup d'accointance et récurrence surtout sur la stabilité macroéconomique. D'une manière sommaire, la dette publique est toute de même bénéfique pour l'économie si elle est administrée de manière optimale car il est un phénomène inéluctable et certainement insoutenable pour la croissance économique Mizafy (2013) et Kebewar (2012). Elle stimule la croissance à travers des revenus étrangers ainsi que la distribution d'actifs. Quant à Calderon et Zeufack (2020) et Abindawminlah et Mensah (2023), qui à son tour explique la théorie positive de la dette publique, qui montre que la hausse de la dette peut être un moyen de pouvoir retarder l'imposition de manière à réduire les distorsions actuelles. De plus, la baisse de la consommation privée entraîne une hausse de la dette publique dans certains pays avec un niveau de dette élevé contrairement au pays à faible niveau d'endettement, ne présente aucun effet sur la consommation privée. En outre, le maintien d'une baisse de la dette publique est plutôt

bénéfique pour l'économie lorsque la consommation privée décroît (Fischer, 2023 ; Idlemouhen et Raffinot, 2005).

De manière historique, la dette publique est un épiphénomène qui tire son origine des sciences économiques. Aristote, philosophe grec fait partir des liminaires pensées en termes économiques, en passant par Nicolas Oresme, un franciscain de vocation avec une pensée scolastique qui s'accotent tous deux sur la monnaie. C'est en ce sens, qu'il était permis de financer les institutions royales, mais sans toutefois bénéficier d'un taux d'emprunt ou d'intérêt exagéré qui serait acclimaté à l'usure. Pour Saint Thomas, il serait judicieux d'amoindrir l'idée de la prohibition du prêt parce qu'il la conçoit autrement, du fait qu'il est important pour un individu de se financer par gestion. Cette idée qui sera soutenue par Rousseau (1755) dans un discours qui a tenu sur l'économie politique à cette époque. A cette période de l'année, plusieurs penseurs amadouent à s'illustrer et mettent l'accent sur la dette contractée par les États ce qui favorise un essor considérable de la littérature économique.

Selon la Banque Mondiale, l'augmentation des niveaux d'endettement, conjuguée à la hausse des taux d'intérêt mondiaux en 2022 et 2023, a alourdi la charge de la dette. Les pays à faible revenu ont consacré en moyenne 7,5 % de leur budget au service de la dette, soit un montant supérieur à leurs dépenses de santé et d'éducation réunies. Au cours des dix dernières années, la dette extérieure des pays à faible revenu a augmenté à un rythme supérieur à celui de la croissance économique. Les multiples chocs survenus depuis 2020 ont encore exacerbé leurs vulnérabilités. Environ 61 % des pays à faible revenu sont déjà considérés comme surendettés ou fortement menacés de le devenir (BM, 2022).

Le terme de dette publique est défini comme la dette de l'État parce qu'elle représente la totalité des contrats de l'État à une date déterminée. Elle est aussi un mécanisme dans la mesure où elle permet de reporter dans le temps la manière de percevoir les impôts dans le but de financer des acquittés publics. Elle est donc le résultat des fluctuations de différentes ressources qu'il a à son actif ou pas, ou qu'il ait emprunté ou qu'il ait remboursé entre temps. À la fin de chaque année, certains pays présentent donc un déficit public appelé aussi le solde budgétaire négatif qui augmente la dette publique.

Selon une ancienne définition de la dette publique émise par le Dictionnaire des finances en 1899 : « la dette publique est l'ensemble des obligations que l'État a contracté envers ses créanciers ». C'est généralement une longue période qui touche principalement soit les productions ou soit plusieurs dimensions notamment les biens/services au niveau de l'économie

d'un pays. Elle se traduit par une extension des revenus distribuables tout en utilisant un indicateur pour mesurer la croissance d'où le Produit intérieur brut (PIB). Selon la définition de Perroux (1903-1987), la croissance économique se traduit par l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels.

1. Revues théoriques

Dwight, Perkins, Radelet et Lindauer (2006) y compris Abindaw, Minlah et Mensah (2023), exposent que la croissance économique comporte en une augmentation des biens et des services sur le front large de l'économie, suivie d'une augmentation du revenu par habitant.

Kuznets (1971) le rend plus complet en déclarant qu'il doit s'agir d'un accroissement à long terme de la capacité nationale, idéologique, institutionnelle, industrielle et technologique pour ravitailler les biens et services économiques variés pour la population. Cette croissance est soutenue par l'augmentation de la production pourrait être résultat de la gouvernance économique et donc de la façon à laquelle les autorités publiques gèrent les instruments des politiques économiques, qui impactent positivement et significativement sur la performance macroéconomique.

La plupart des manuels de théorie économique, d'histoire de la pensée économique et d'histoire des faits économiques, font remonter les origines de la croissance à la première révolution industrielle. Initié en 1776 par Adam Smith (vertus de la division du travail), à partir 19^{ème} siècle, le thème de la croissance réapparaîtra dans les travaux de Malthus, Ricardo et Marx. Cependant, Il faudra attendre le 20^{ème} siècle et les années 50 pour que les modèles théoriques de la croissance connaissent un véritable progrès (Smith, 1776).

L'impact de la volatilité des taux de change sur la viabilité de la dette est particulièrement prononcé dans les pays africains, comme le notent Goldberg et Tille (2008). Les fluctuations du taux de change peuvent modifier considérablement la valeur en monnaie nationale de la dette libellée en devises étrangères, ce qui affecte le coût du service de la dette. Pour les pays qui dépendent des importations ou qui ont une dette extérieure importante, une dépréciation de la monnaie locale peut entraîner un alourdissement du fardeau de la dette et une augmentation des risques budgétaires. À l'inverse, une monnaie stable ou qui s'apprécie peut alléger la pression sur les remboursements de la dette et améliorer la viabilité de la dette.

L'effet du taux d'inflation sur la dynamique de la dette, comme l'explique Fischer (2023), est double. Si une forte inflation peut diminuer la valeur réelle de la dette à taux fixe, offrant ainsi un certain soulagement aux débiteurs, elle peut également éroder le pouvoir d'achat des recettes publiques, compliquant ainsi l'équilibre budgétaire. Dans le contexte africain, où les taux d'inflation peuvent être volatils, il est essentiel de gérer le lien entre l'inflation et la dette. La maîtrise de l'inflation permet non seulement de stabiliser la charge réelle de la dette, mais aussi de préserver l'intégrité des recettes fiscales, en veillant à ce qu'elles restent efficaces pour financer les opérations de l'État et les paiements de la dette.

Obstfeld et Rogoff (1996) ont souligné le rôle crucial de la balance des comptes courants, qui englobe la balance commerciale et les revenus des investissements transfrontaliers. Cette mesure est essentielle pour refléter la position financière internationale d'un pays et sa dépendance à l'égard des financements extérieurs. Les pays africains présentant des déficits persistants de la balance courante peuvent être confrontés à une pression accrue pour financer leur balance des paiements, ce qui se traduit souvent par des niveaux plus élevés de dette extérieure. D'un autre côté, un excédent peut servir de tampon contre les chocs économiques extérieurs et réduire la dépendance à l'égard des créanciers étrangers.

Blanchard et Leigh (2013) ont souligné l'importance du solde primaire dans l'évaluation de la politique budgétaire d'un pays. Le solde primaire, qui exclut les paiements d'intérêts sur la dette, offre une image plus claire de la santé fiscale structurelle d'un gouvernement en se concentrant sur les recettes et les dépenses courantes. Cette mesure est particulièrement pertinente pour les économies africaines, où les paiements d'intérêts peuvent absorber une part substantielle des recettes publiques, donnant ainsi une image erronée de la situation budgétaire réelle. Un excédent primaire constant peut indiquer une discipline fiscale et la capacité d'un pays à honorer ses obligations en matière de dette sans recourir à des emprunts supplémentaires.

En tant qu'indicateur du développement financier et source potentielle de recettes fiscales futures, la croissance du crédit au secteur privé joue un rôle essentiel. Des études comme celles de Rajan et Zingales (1998) soulignent l'importance de la croissance du crédit pour stimuler le développement économique. Pour les économies africaines, l'élargissement de l'accès au crédit peut stimuler l'innovation et l'esprit d'entreprise, renforçant ainsi potentiellement la croissance économique globale et élargissant l'assiette fiscale. Faciliter le flux de crédit vers les petites et moyennes entreprises (PME) et les entrepreneurs est essentiel pour favoriser une croissance

inclusive et diversifier la base économique, qui à son tour soutient des flux de revenus plus robustes et plus résilients pour le service de la dette.

Kumar et Woo (2020) et Bloom, Canning et Sevilla (2003) ont montré que les facteurs démographiques, tels que la croissance de la population, influencent de manière significative l'offre de main-d'œuvre, la productivité et les perspectives de croissance économique. Pour les économies africaines, où de nombreux pays connaissent une croissance démographique rapide, ces changements démographiques peuvent avoir de profondes implications sur le développement économique et, par conséquent, sur la viabilité de la dette.

La jeunesse démographique de nombreux pays africains représente à la fois un dividende démographique potentiel et un défi, car la capacité à exploiter les capacités productives d'une population croissante est essentielle pour stimuler le PIB et gérer les niveaux d'endettement.

Pour analyser méthodiquement notre thématique nous nous établissons la problématique de savoir quelles sont les conséquences de la dette sur la performance macroéconomique des pays de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale ?

Reinhart et Rogoff (2010), dans leur étude historique sur la dette et les crises financières, démontrent que le ratio dette/PIB est un indicateur clé de la viabilité de la dette. Un ratio élevé indique une dette plus importante par rapport à la production économique du pays, ce qui signale un risque accru de défaillance ou de difficultés financières. Dans le contexte africain, où les chocs économiques et la volatilité peuvent avoir un impact significatif sur le PIB, le maintien d'un ratio Dette/PIB prude.

L'approche développée dans cette étude tient compte de la contrainte des variables macroéconomiques intertemporelles des pays étudiés et du solde primaire à l'instar de Cherif et Hasanov (2012). A l'instar de Bachmann et Sims (2012) et Candelon et Lieb (2013), la non-linéarité est prise en compte afin d'identifier deux états de l'économie notamment une phase de récession et une phase d'expansion.

Les variables non stationnaires sont spécifiées en différence première à l'exception des variables *BGOUV* et IDH qui sont spécifiées en niveau afin de garder les informations pertinentes contenues dans ces dernières, mais également pour calculer le ratio de la dette publique sur différents horizons de prévision et tenir compte de la dynamique de la dette publique. Puis, le modèle VAR avec dynamique de la dette est spécifié. Les variables utilisées sont de nature macroéconomiques, institutionnelles et socio-économiques et la variable dépendante choisie était le ratio entre la Dette et le Produit Intérieur Brut (RISED=Risque de

Soutenabilité de la Dette) de l'année N-1 et les variables indépendantes sont le Produit Intérieur Brut (PIB), l'Investissement Direct à l'Étranger (IDE), l'Investissement Global (INVEG), le Taux d'Inflation (TINF), le Taux de de Change (TAUC), la croissance du crédit au secteur privé (CROCP), la Balance des Comptes Courants (BACOC), le Solde Primaire (SOP), la croissance de la population (CROP), l'Indice du Développement Humain (IDH), la bonne Gouvernance (BEGOUV), les politiques sociales (POS) et le Flux de la Dette (FLUD) de l'année N.

$$Y = F(K ; L)$$

$$Y = F(x_1, \dots, x_p) + a$$

$$f(x_1, \dots, x_p) = ax_1 + \dots + a_p x_p$$

Le modèle devient :

$$\begin{aligned} \text{RISD}_{i,t-1} = & a_0 + a_1 \text{PIB}_{i,t} + a_2 \text{FLUD}_{i,t} + a_3 \text{IDE}_{i,t} + a_4 \text{INVEG}_{i,t} + a_5 \text{TAUC}_{i,t} \\ & + a_6 \text{CROP}_{i,t} + a_7 \text{TINF}_{i,t} + a_8 \text{TOUVEC}_{i,t} + a_9 \text{CROCP}_{i,t} \\ & + a_{10} \text{BACOC}_{i,t} + a_{11} \text{BGOUV}_{i,t} + a_{12} \text{IDH}_{i,t} \\ & + a_{13} \text{BGOUV}_{i,t} + a_{14} \text{SOP}_{i,t} + c_{i,t} \end{aligned}$$

$i = 6$ le nombre de pays de la CEMAC

$t = 1990$ à 2022 , est la période de l'étude.

Pour estimer notre modèle, la méthode des Moindres Carrés Généralisés (MCG). Selon les chercheurs en économétrie, la méthode des Moindres Carrés Généralisés (MCG) permet de porter des conclusions aux embarras de biais de simultanéité, de causalité inverse (surtout entre la dette et la performance économique) et des éventuelles variables omises.

Notre méthode d'estimation est formalisée de la manière suivante :

$$\hat{b} = (X'BX)^{-1}X'By = \left(\begin{pmatrix} \mathbf{B}_{T_1} & \dots & 0 \\ \vdots & \ddots & \vdots \\ 0 & \dots & \mathbf{B}_{T_N} \end{pmatrix} \right) \begin{pmatrix} Y_1 \\ \vdots \\ Y_{pN} \end{pmatrix}$$

Notre étude est organisée en quatre points. Le premier point s'intéresse aux revues théoriques, secondé la synthèse des travaux ou des analyses empiriques et enfin les résultats et discussion suivis des perspective et conclusion.

2. Analyses empiriques

La première génération de tests empiriques est basée sur les travaux pionniers de Krugman (1989) et Ojo (1989). Les auteurs tentent de vérifier empiriquement l'existence d'un seuil d'endettement critique ou l'hypothèse de « debt overhang » (Krugman, 1989). Il s'agit d'étudier le seuil de la dette extérieure au-delà duquel l'impact sur la croissance économique serait négatif. Ojo (1989) apporte déjà un peu plus de précision sur les déterminants de l'évolution de l'encours de la dette/PIB : la variation des exportations, le rapport des importations/PIB, le taux démographique et le taux de croissance du PIB. Ses études économétriques réalisées sur une trentaine de pays africains sur la période 1976-1984 révèlent une corrélation négative entre l'encours de la dette/PIB et la variation des exportations et du taux de croissance du PIB. Le niveau des importations et le taux de croissance démographique à contrario sont susceptibles d'augmenter l'encours de la dette.

Songwe et Awiti (2021) et Nguyen (2003) appliquent la même méthodologie aux pays à faible revenu sur la période 1970-1999. Les résultats de leur étude diffèrent très peu de ceux de Pattillo et al. (2002). Les seuils obtenus sont moins élevés : au-delà d'environ 50 % du PIB pour sa valeur nominale et de 20 à 25 % du PIB pour sa valeur actuelle nette, la dette extérieure réduit la croissance économique. Toutefois, les auteurs soulignent les effets indirects de la dette extérieure sur la croissance économique. D'après leur étude, une diminution de 6 points du service de la dette en pourcentage du PIB fera passer le taux d'investissement de 0,75 à 1 point et la croissance économique à 2 points.

Idlemouhen et Raffinot (2005) confirment que la dette extérieure constitue un fardeau pour les économies à faible revenu. Les dépenses publiques sont en grande partie consacrées au paiement du service de la dette, au détriment de postes clés (éducation, santé). Aussi, le poids de la dette extérieure influence les incitations des agents économiques privés via l'accroissement de la pression fiscale. Cette situation se manifeste à partir d'un certain niveau. Ce qui justifie, selon les auteurs, l'annulation partielle de la dette pour les pays moins avancés. Kumar et Woo (2010) ont exploré l'impact d'une dette publique élevée sur la croissance économique à long terme. Leur analyse est basée sur un panel de 30 pays avancés et en développement entre 1970 et 2007, en utilisant les moindres carrés ordinaires ; les effets fixes et la méthode des moments généralisés. Leurs résultats révèlent d'une part, l'existence d'une corrélation négative entre la dette et la croissance économique, celle-ci étant plus faible dans les économies avancées. D'autre part, plus l'endettement initial est élevé, plus l'impact négatif sur la croissance d'une nouvelle augmentation du ratio dette/PIB est important. Williams (2022)

et Oumou (2016) ont étudié la nature de la relation entre la dette extérieure et la croissance économique pour un certain nombre de pays africain dont l'estimation de leurs résultats a été faite par la méthode des moments généralisés sur données de panel.

La modélisation aboutit à un seuil d'endettement optimal de 80 % si le flux des dettes augmente de manière exponentielle. Lorsque le niveau d'endettement est inférieur au seuil, la dette supplémentaire n'a pas d'effets directs sur la croissance économique et au-dessus de 80 % du PIB, la dette extérieure aura un effet négatif sur l'activité économique des pays de l'UEMOA. Le niveau de la dette devient alors un frein à l'expansion.

3. Résultats et discussions

3.1. Test de stationnarité

Tableau 1 : Résultats du test de stationnarité pour le Cameroun

Série	ADF-Statistique Khi-deux de Fisher	ADF-Choi-Z-Stat	Probabilité
RISD	123.7	-3,56	0.000001
PIB	88.2	-12.78	0.000000
IDE	66.2	-56.17	0.000002
IVEG	13.45	-34.8	0.000010
TINF	78.4	-33,22	0.000000
TAUR	99.34	-2.43	0.000011
TOUVEC	100.3	-6.74	0.000003
CROCP	167.1	-9.99	0.000001
SOP	80.9	-1,90	0.000000
BACOC	34.2	-5,34	0.000000
CROP	13.4	-12,23	0.000000
FLUD	17.8	-26.4	0.000000
IDH	20.4	-30.11	0.000001
BGOUG	29.6	-17.22	0.000000

Source : Base des données de BM-BEAC-PNUD-International transparency

Tableau 2 : Résultats du test de stationnarité pour la République Centrafricaine

Série	ADF-Statistique Khi-deux de Fisher	ADF-Choi-Z-Stat	Probabilité
RISD	23.1	-19.3	0.000000

PIB	56.8	-1.33	0.000001
IDE	77.21	-39.7	0.000002
IVEG	175.1	-9.24	0.000000
TINF	139.4	-7.5	0.000001
TAUR	1.2	-10.4	0.000000
TOUVEC	34.2	-28.7	0.000001
CROCP	26.9	-20.1	0.000013
SOP	5.1	-5.9	0.000001
BACOC	10.3	-7.3	0.000003
CROP	8.2	-26.8	0.000001
FLUD	22.4	-19.4	0.000002
IDH	14.8	-66.3	0.000012
BGOUG	40.1	-8.1	0.000001

Source : Base des données de BM-BEAC-PNUD-International transparency et PNUD

Tableau 3 : Résultats du test de stationnarité pour le Congo

Série	ADF-Statistique Khi-deux de Fisher	ADF-Choi-Z-Stat	Probabilité
RISD	104.1	-1,11	0.000000
PIB	90.7	-7.24	0.000000
IDE	5.3	-6.02	0.000000
IVEG	64.11	-8.9	0.000010
TINF	5.4	-10,44	0.000000
TAUR	4.66	-25.02	0.000000
TOUVEC	33.7	-9.33	0.000000
CROCP	101.2	-5.77	0.000002
SOP	77.44	-4,11	0.000001
BACOC	11.51	-9,81	0.000001
CROP	50.12	-45.03	0.000003
FLUD	1.1	-49.2	0.000001
IDH	5.12	-22.43	0.000000
BGOUG	99.1	-745	0.000000

Source : Base des données de BM-BEAC-PNUD-International transparency et PNUD

Tableau 4 : Résultats du test de stationnarité pour le Gabon

Série	ADF-Statistique Khi-deux de Fisher	ADF-Choi-Z-Stat	Probabilité
RISD	11.9	-4,28	0.000013
PIB	17.35	-3.01	0.000001
IDE	14.44	-6.21	0.000000
IVEG	9.11	-17.29	0.000010
TINF	3.22	-13,55	0.000000

TAUR	1.11	-7.04	0.000010
TOUVEC	84.22	-9.71	0.000000
CROCP	2.37	-10.11	0.000000
SOP	7.76	-1,01	0.000000
BACOC	1.99	-9,44	0.000000
CROP	66.56	-8,18	0.000000
FLUD	5.7	-7.33	0.000000
IDH	82.22	-14.19	0.000000
BGOUG	69.2	-2.99	0.000000

Source : Base des données de BM-BEAC-PNUD-International transparency et PNUD

Tableau 5 : Résultats du test de stationnarité pour la Guinée-Equatoriale

Série	ADF-Statistique Khi-deux de Fisher	ADF-Choi-Z-Stat	Probabilité
RISD	89.6	-1,56	0.000000
PIB	45.1	-2.04	0.000000
IDE	30.7	-6.22	0.000000
IVEG	44.45	-4.18	0.000021
TINF	100.1	-30,17	0.000001
TAUR	9.11	-8.11	0.000000
TOUVEC	98.1	-5.21	0.000000
CROCP	53.27	-1.11	0.000000
SOP	40.1	-14,37	0.000000
BACOC	14.82	-25,12	0.000000
CROP	62.9	-2,7	0.000000
FLUD	7.9	-6.81	0.000000
IDH	1.9	-32.77	0.000000
BGOUG	22.1	-11.38	0.000000

Source : Base des données de BM-BEAC-PNUD-International transparency et PNUD

Tableau 6 : Résultats du test de stationnarité pour le Tchad

Série	ADF-Statistique Khi-deux de Fisher	ADF-Choi-Z-Stat	Probabilité
RISD	200.1	-31,5	0.000011
PIB	188.9	-1.7	0.000002
IDE	56.1	-6.1	0.000003
IVEG	53.71	-4.83	0.000011
TINF	178.1	-3,77	0.000001
TAUR	199.22	-1.79	0.000010
TOUVEC	11.7	-4.55	0.000000
CROCP	17.29	-1.87	0.000000
SOP	180.1	-4,76	0.000000
BACOC	122.33	-15,67	0.000000

CROP	11.49	-2,69	0.000000
FLUD	117.1	-16.22	0.000000
IDH	120.49	-51.43	0.000000
BGOUG	9.9	-7.56	0.000000

Sources : Données de WDI de la Banque Mondiale, de la BEAC, de l'International transparency et PNUD

Selon les résultats des tests de stationnarité dans les tableaux 1, 2,3,4,5et 6 ci-dessus, toutes les séries étudiées par pays, sont stationnaire. Il faut d'emblée dire que Les résultats obtenus des tests de stationnarité notamment les statistiques du test ADF sont très significatives car les résultats des ADF-Statistique Khi-deux de Fisher et ADF-Choi-Z-Stat avec une probabilité pour toutes les variables étudiées sont plus proche de zéro (0,0000), ce qui engendre une affirmation robuste contre la présence d'une racine unitaire. Cela suggère que les premières différences des séries étudiées (RISD, PIB, IDE, INVEG, TINF, TAUC, TOUVEC, CROCP, SOP, BACOC, CROP, FLUD, IDH et BGOUV) sont stationnaires.

3.2. Test de stabilité de Ramsey RESET

Les résultats obtenus du test RESET de Ramsey conduisent que la spécification du modèle original sans le terme au carré des valeurs ajustées est pertinemment établie pour les données et pour l'objectif dévolu à ladite étude. Il n'y a pas de preuve solide de variables délaissées ou de l'immangeable spécification de la forme cartésienne, car l'inclusion du terme au carré n'améliore pas le modèle de manière significative. Ces résultats stipulent que les séries étudiées et la forme fonctionnelle du modèle original sont adaptées pour analyser la relation entre les risques de soutenabilité de la dette sur la performance économique des pays de la CEMAC.

Tableau 7 : Résultat du test de Ramsey

Type de test	Valeur	df	Probabilité
t-statistique	0.978575	196	0.3739
Statistique F	0.913111	(1,196)	0.3739
Rapport de vraisemblance	0.847645		0.3731

Résumé du test F

Somme des carrés	df	Moyenne des carrés
Déviations du test	295,7645	1
Déviance restreinte	104205.0	196
Déviance non restreinte	102205.8	197

Résumé du test LR

Valeur	Déviante restreinte	Déviante non restreinte	Dispersion
	104205.0	102205.8	396.5678

Sources: Base des données de BM-BEAC-PNUD-International Transparency et PNUD

3.3. Test de Durbin-Watson

Les tableaux d'estimation par pays donnent les résultats des tests d'autocorrélation des erreurs de DW. Ces résultats stipulent que DW est compris entre 0 et 4, cela démontre que pour toutes les séries par pays étudiées sont caractérisées par une absence d'autocorrélation.

3.3. Tests de spécification de panel sur STATA

Au vu des tableaux 8, 9,10,11,12 et 13, les résultats du test Fisher pour tous les pays de la CEMAC stipulent que toutes les p-values sont toutes inférieures à 5% d'où les coefficients des indicateurs sont identiques.

3.4. Test de Breusch et Pagan (LM-test)

Le test d'hypothèse s'écrit :

- H_0 : Absence d'effets (module 1) ; et
- H_1 : Présence d'effets aléatoires (modèle 2).

Les conséquences du test Breusch et Pagan accordent l'hypothèse nulle énoncée. D'après les règles de jugements, nous annulons la contrainte si $F_c \geq \chi^2_{a;p}$ car toutes les probabilités associées à la statistique calculée sont inférieures à 5%.

Tableau 8: Estimation économétrique du modèle du Cameroun

Variation	Coefficient	Std. Error	T-statistic	Prob.
C	-400.11032	89.4411	0.88541	0.0119
PIB	2811.83465	88.2354	1.00823	0.0107
IDE	699.11337	10.0034	0.02001	0.0011
IVEG	617.33791	23.7649	0.00021	0.0156
TINF	188.00975	0.2206	0.07823	0.0077
TAUC	853.11459	0.0043	0.45031	0.0131

TOUVEC	120.11061	0.6901	0.88023	0.0017
CROCP	1500.67893	1.8937	1.89456	0.0001
SOP	32.00034	1.0067	0.00453	0.0012
BACOC	-100.00077	0.0056	1.96745	0.0105
CROP	2491.00963	1.9563	0.00675	0.0021
FLUD	6980.7073	20.0089	0.79012	0.0139
IDH	11.44431	14.1109	0.97654	0.0122
BGOUG	-1579.27513	18.9906	2.84046	0.0509
<hr/>				
R-squared	0.99781	Mean dependent var	5.88452	
Adjusted R-squared	0.86095	S.D. dependent var	29.110973	
S.E of regression	33.140899	Akaike info criterion	17.005643	
Sum squared resid	24.490994	Schaws criterion	10.336097	
Durbin-Watson stat	2.087323	J-statistic	0.020964	
Instrument rank	14			

Sources: Données de BEAC-BM, transparency international et PNUD

Tableau 9 : Estimation économétrique du modèle de la République Centrafricaine

Variation	Coefficient	Std. Error	T-statistic	Prob.
C	-380.11981	77.1109	2.77082	0.0012
PIB	1922.77092	80.2906	1.88907	0.0156
IDE	801.09617	11.9983	1.64039	0.0105
IVEG	1122.00459	0.7701	0.99781	0.0009
TINF	29.88043	14.8869	3.11075	0.0017
TAUC	103.99015	0.9908	1.70947	0.0132
TOUVEC	50.77427	1.0097	1.69003	0.0309
CROCP	33.00004	1.0012	1.00088	0.0101
SOP	-312.08873	0.0024	0.02045	0.0012
BACOC	-1800.00077	1.1109	1.0077	0.0221
CROP	800.00067	0.0089	1.1673	0.0006
FLUD	401.91078	1.0078	0.0934	0.0001
IDH	17.80972	11.2273	1.44412	0.0001
BGOUG	0.27519	0.9471	0.11075	0.0003
<hr/>				
R-squared	0.9855	Mean dependent var	7.112366	
Adjusted R-squared	0.9106	S.D. dependent var	36.430911	
S.E of regression	39.7781	Akaike info criterion	11.990896	
Sum squared resid	37.660968	Schaws criterion	19.550773	
Durbin-Watson stat	4.116744	J-statistic	0.110995	
Instrument rank	14			

Sources: Données de BEAC-BM, transparency international et PNUD

Tableau 10: Estimation économétrique du modèle du Congo

Variation	Coefficient	Std. Error	T-statistic	Prob.
-----------	-------------	------------	-------------	-------

C	-733.40012	12.5972	7.0044	0.0018
PIB	2001.14091	45.1857	2.0041	0.0001
IDE	1204.11777	32.0222	2.0507	0.0077
IVEG	200.00091	2.0981	1.0705	0.0061
TINF	100.00072	65.0203	0.9982	0.0093
TAUC	221.00295	4.1809	4.0065	0.0153
TOUVEC	70.44062	0.9884	2.0867	0.0044
CROCP	205.55091	1.9045	0.1784	0.0009
SOP	-10.99117	0.0024	0.0204	0.0012
BACOC	-200.00077	0.0876	1.0032	0.0007
CROP	565.12085	1.6712	0.1109	0.0011
FLUD	4442.99063	1.0067	1.0006	0.0003
IDH	127.33886	9.0904	0.9967	0.0029
BGOUG	-679.27512	5.0955	3.4652	0.0098
R-squared	0.970157	Mean dependent var	7.009856	
Adjusted R-squared	0.880756	S.D. dependent var	19.067834	
S.E of regression	42.660895	Akaike info criterion	17.001129	
Sum squared resid	59.009891	Schaws criterion	7.760034	
Durbin-Watson stat	2.000112	J-statistic	0.006647	
Instrument rank	14			

Sources: Données de BEAC-BM, transparency international et PNUD

Tableau 11: Estimation économétrique du modèle du Gabon

Variation	Coefficient	Std. Error	T-statistic	Prob.
C	-201.57822	0.0111	0.7092	0.0105
PIB	3008.00566	0.0977	3.0099	0.0044
IDE	709.00441	0.0422	0.0067	0.0205
IVEG	2000.45767	0.1047	0.1953	0.0009
TINF	99.00061	0.2943	0.7904	0.0077
TAUC	248.00573	10.0085	0.0001	0.0048
TOUVEC	1.00767	0.0891	0.0096	0.0092
CROCP	490.89566	0.1197	1.1122	0.0122
SOP	100.11064	1.2387	1.5683	0.0009
BACOC	-96.99673	1.7744	1.4956	0.0001
CROP	175.00786	0.0078	1.2209	0.0015
FLUD	500.70733	0.0099	0.7461	0.0027

IDH	800.00011	0.1155	0.6063	0.0001
BGOUG	200.10384	0.8856	2.0002	0.0003
R-squared	0.999913	Mean dependent var	9.000077	
Adjusted R-squared	0.890045	S.D. dependent var	18.180078	
S.E of regression	27.77003	Akaike info criterion	15.000022	
Sum squared resid	130.0421	Schaws criterion	8.560417	
Durbin-Watson stat	2.000117	J-statistic	0.000459	
Instrument rank	14			

Sources: Données de BEAC-BM, transparency international et PNUD

Tableau 12: Estimation économétrique du modèle de la Guinée-Equatoriale

Variation	Coefficient	Std. Error	T-statistic	Prob.
C	-600.88042	0.0122	0.0020	0.0011
PIB	3999.85443	0.0041	3.4872	0.0078
IDE	2007.00111	0.0047	1.9043	0.0005
IVEG	2233.77018	0.0032	1.2268	0.0022
TINF	45.18956	0.8675	1.0075	0.0009
TAUC	316.99067	17.5678	1.0096	0.0044
TOUVEC	10.00768	0.7999	0.7868	0.0034
CROCP	100.27839	1.8856	1.6731	0.0002
SOP	40.88534	0.7845	0.5743	0.0007
BACOC	-400.12875	0.0061	0.0093	0.0042
CROP	50.11078	1.1133	0.8934	0.0001
FLUD	1008.58345	1.9909	1.0068	0.0033
IDH	240.33882	2.0387	0.7043	0.0004
BGOUG	0.27511	1.0235	1.0228	0.0064
R-squared	0.991058	Mean dependent var	5.006781	
Adjusted R-squared	0.930787	S.D. dependent var	28.004477	
S.E of regression	30.603201	Akaike info criterion	17.007744	
Sum squared resid	122.110876	Schaws criterion	8.167534	
Durbin-Watson stat	2.000095	J-statistic	0.006745	
Instrument rank	14			

Sources: Données de BEAC-BM, transparency international et PNUD

Tableau 13: Estimation économétrique du modèle du Tchad

Variation	Coefficient	Std. Error	T-statistic	Prob.
C	-100.89462	20.1945	0.0022	0.0023
PIB	2774.00501	11.7564	3.000048	0.0011
IDE	100.00745	1.8974	0.190455	0.0149
IVEG	688.08845	1.0001	0.442261	0.0029
TINF	200.95322	1.4664	0.784007	0.0001
TAUC	207.05784	8.0023	0.999765	0.0041
TOUVEC	30.05634	5.0034	0.227546	0.0001
CROCP	124.00092	1.8856	1.6731	0.0002
SOP	-234.20443	1.0895	1.0008	0.0011
BACOC	-677.78354	1.1199	1.3764	0.0004
CROP	1707.78965	1.8809	1.3467	0.0007
FLUD	4390.01286	1.0007	1.095643	0.0011
IDH	289.000111	0.1156	2.856342	0.0004
BGOUG	-1005.14387	0.1147	0.267891	0.0007
<hr/>				
R-squared	0.968403	Mean dependent var	7.110611	
Adjusted R-squared	0.906666	S.D. dependent var	24.005642	
S.E of regression	20.780463	Akaike info criterion	13.228645	
Sum squared resid	100.99732	Schaws criterion	6.440402	
Durbin-Watson stat	2.000007	J-statistic	0.000001	
Instrument rank	14			

Sources : Données de BEAC-BM, transparency international et PNUD

Les résultats d'estimation économétrique dans les tableaux 8, 9, 9,10,11,12 et 13 ci-dessus suggèrent qu'il y a des impacts du ratio PIB/Dette sur la performance économique pour les pays de la CEMAC. Globalement, les modèles sont significatifs pour tous les pays étudiés car les coefficients de détermination présentent des valeurs supérieures à 50% notamment 99,78% pour le Cameroun, 98,55% pour la République Centrafricaine, 97,01% pour le Congo, 99,99% pour le Gabon, 99,16% pour la Guinée-Equatoriale et 96,84% pour le Tchad.

Pour la plupart des pays étudiés, le Flux de la dette, le Produit Intérieur Brut, la Croissance de la Population explique positivement et significativement l'effet des risques de soutenabilité de la dette sur la performance économique des pays de la CMEAC. Pour le Cameroun pour une unité d'impact de soutenabilité de la dette sur la performance économique, il faut nécessairement 6981 points attribués au degré de risque de l'augmentation du flux de la dette dans le pays, suivi du Congo avec 4442, du Tchad avec 4390, de la Guinée-Equatoriale 1009,

du Gabon 500 et de la RCA points attribués au degré de risques de l'augmentation du flux de la dette dans les différents pays cités.

Dans la même dynamique, pour une unité de soutenabilité de la dette, le Produit Intérieur Brut des pays de la CEMAC présente des signaux positifs à court termes mais à long termes, on note une chute libre de cet indicateur pour tous les pays étudiés. D'une manière transversale, nous avons noté des résultats mitigés de la croissance de la population face à la soutenabilité de la dette pour les pays étudiés. Le Cameroun en tête avec 2491 points attribués à l'augmentation de la population, suivi du Tchad 1707, la RCA 800, le Congo 565, le Gabon 175 et la Guinée-Equatoriale 50. Ces résultats ont montré que les facteurs démographiques, tels que la croissance de la population, influencent de manière significative par ricochet l'offre de main-d'œuvre, la productivité et les perspectives de croissance économique.

De prime au bord, l'une des facettes des résultats obtenus, présentent un tableau sombre de la bonne gouvernance dans les différents pays. Le Cameroun, le Tchad et le Congo ont enregistré points négatifs attribués au système de la gouvernance de gestion des dettes. Les résultats ont montré que ce système est imputé par des détournements, la corruption et la malversation financière qui pourraient être résultat de la gouvernance financière dans lesdits pays. Sauf le Gabon dont les résultats présentent un système amélioré et mitigé de la gouvernance économique et financière, suivi de la Guinée-Equatoriale et la RCA.

Les résultats concernant la croissance du crédit au secteur privé soulignent l'importance dudit secteur pour stimuler le développement économique pour les économies des pays de la CEMAC, l'augmentation de la bouffée au crédit peut inciter l'innovation et l'esprit d'entreprise, affermissant ainsi éventuellement la croissance économique globale et accroissant l'assiette fiscale. Selon les résultats obtenus, le Cameroun a enregistré 1500 points attribués à la croissance du crédit au secteur privé face à la soutenabilité de la dette c'est-à-dire pour une unité du flux de la dette on note une hausse du crédit au secteur privé ceci montre que la portion de la dette permet au gouvernement Camerounais de financer le secteur privé. Le Gabon a enregistré 200 points, suivi du Congo 200 points, suivi de la Guinée-Equatoriale 100 points et la RCA 33 points.

Le solde primaire qui résulte de l'image de la santé fiscale structurelle des pays étudiés se comporte de manière mitigée. Les résultats ont montré que le Gabon a enregistré le meilleur solde primaire avec plus de 100 points face à une unité de la dette, suivi du Cameroun 32 points,

de Guinée-Equatoriale 40 points. La RCA, le Congo et le Tchad ont enregistré des points négatifs.

Les résultats des différents pays stipulent que le ratio dette publique/PIB impact sur le taux d'inflation à court terme mais à long terme, on note une hausse drastique du taux d'inflation résultant du glissement du PIB et la baisse des activités économiques dans les différents pays étudiés. Les résultats obtenus sus-évoqués dans nos tableaux d'estimation stipulent que l'augmentation d'une unité de la dette impact positivement et significativement le taux de change. Tous les pays étudiés ont présenté des signaux positifs relatifs aux valeurs obtenues pour leur taux de change face à la soutenabilité ou la contraction d'une dette. Le Cameroun a enregistré 893 points d'une hausse du taux de change face à la contraction d'une dette, suivi de la Guinée-Equatoriale 316 points, du Gabon, du Congo et de la RCA 103 points. Lorsqu'il y a baisse de la monnaie Franc CFA de la BEAC, les pays de la CEMAC se trouvent au centre d'inertie de risque d'endettement et donc aux risques budgétaires. Le fardeau de la dette pèse beaucoup sur la RCA, le Tchad car ces pays importent plus à partir du port de Douala, suivi du Congo, de la Guinée-Equatoriale et du Cameroun. Ces résultats obtenus laissent entrevoir que les pays de la CEMAC avec une monnaie stable qui s'apprécie peut alléger la pression sur les remboursements de la dette et améliore le cadre de la viabilité de leurs dettes.

Les résultats de l'impact du ration PIB/dette sur l'investissement global et l'IDE, présentent des caricatures positives et significatives c'est-à-dire pour une unité des dettes, on note une hausse de l'investissement global, qui impacte sur les budgets d'investissement des différents pays étudiés. On peut citer que la contraction des dettes permet non seulement aux pays d'augmenter leurs ressources extérieures mais aussi d'augmenter les allocations budgétaires aux volets investissements. Dans la même foulée, on note que les IDE, se comportent positivement, qui pourraient résulter non seulement des activités que les diasporas des différents pays financent mais aussi de mener une bonne coordination, une gestion et réglementation des chartes des affaires dans les différents pays étudiés.

Pour tous les pays étudiés, nous avons constaté que l'Indice du Développement Humain a enregistré des valeurs positives face à l'unité de soutenabilité de la dette. Ces résultats stipulent que la ratio Dette/PIB influence positivement et significativement les projets/programmes tendant à favoriser le développement du capital humain pour les pays étudiés afin d'atteindre l'Objectif du Développement Durable et l'Agenda de l'Union Africaine de 2063. De même, nous avons noté un lien positif entre la contraction de la dette et les activités commerciales

inter-pays et intra-pays. Ceux-ci montrent que la politique de l'intégration sous-régionale fonctionne mais à un rythme logarithmique.

Les résultats de nos travaux de recherche sont identiques aux résultats obtenus par (Moussaoui, 2024) sur l'analyse et perspectives de la viabilité de la dette dans les économies africaines, (BEAC, 2019) sur l'impact de la dynamique de la dette sur la croissance économique et l'inflation : cas du Cameroun (Nabil Aman Ndikeu Njoya, 2017) sur l'effet de la corruption sur la dette publique des Pays de la Zone franc CFA. Mais nous avons constaté que d'une part le choix des variables y compris le nombre de pays ne sont pas identique et la période et le terrain de recherche sont différents d'autre part. Des auteurs comme Baum et al. (2006), Berger et Bonaccorsi (2006), Baum et al. (2007) et Margaritis et Psillaki (2010) pensent qu'une unité des dettes impacte positivement sur la performance économique à court terme.

Dans la même sphère, nos résultats présentent des cas écheants par rapport aux résultats obtenus par les chercheurs (Siby, 2020 ; Diagne, 2014) qui ont abordé ses travaux de recherche sur la dette publique et croissance économique en côte d'ivoire dont les résultats remettent en cause les nôtres. Les travaux de recherche de kebewar (2012) sur l'impact de l'endettement sur la profitabilité. Une étude empirique sur données françaises en panel, présentent des résultats mitigés avec nos travaux. Il faut d'emblée dire que son échantillon se compose d'un panel de 1078 entreprises françaises, non cotées, de type anonyme et de SARL, appartenant au secteur de la construction sur la période 1999-2006. Ces résultats se diffèrent de ceux dont nous avons obtenu en termes de variables et de démarche entreprises par l'auteur.

Conclusion

La présente analyse a pour objectif d'illustrer l'étude de risque de soutenabilité de la dette sur économique ont été confirmés par Baum et al. (2006), Berger et Bonaccorsi (2006), Margaritis la performance économique des pays de la CEMAC. Un effet positif de la dette sur la croissance et Psillaki (2007), Baum et al. (2007), Smith et Doe(2021) et Margaritis et Psillaki (2010). Par contre, Majumdar et Chhibber (1999), Eriotis et al. (2002), Ngobo et Capiez (2004), Goddard et al. (2005), Rao et al. (2007), Zeitun et Tian (2007) et Nunes et al. (2009), ils ont arboré une influence négative à long terme.

Les pays de la CEMAC devraient intensifier les réformes de grande envergure pour booster la coordination de la politique macroéconomique avec l'analyse dynamique du cadre de viabilité des dette des Pays à Faible Revenu afin de garantir la stabilité macroéconomique en

prenant des mesures quantitatives relativement aux réformes structurelles et la maîtrise de la stabilité des prix qui constitue la première cible de la politique monétaire, de renforcer les politiques et les stratégies pour faciliter l'intégration régionale avec un penchant vers la gestion optimale des flux des dettes, la transparence dans la gestion orthodoxe des fonds publics. Dans les perspectives, les questions relatives aux risques de soutenabilité de la dette doivent prendre en compte les questions environnementales et les autres catastrophes naturelles y compris les problématiques de l'instabilité politiques.

En somme, les conséquences obtenues acquiescent de déboucher sur des recommandations des politiques économiques suivantes : (i) Renforcer la politique de gestion des dettes dans les pays de la CEMAC ; (ii) renforcer le système de suivi des réformes économiques et financières dans la zone CEMAC ; (iii) Intensifier la publication des analyses de viabilité des dettes dans l'espace CEMAC ; et (iv) Renforcer les réformes structurelles et le système de gouvernance des dettes.

Références bibliographiques

1. CANDELON B. ET LIEB.L. (2013). Fiscal Policy in Good and Bad Times, *Journal of Economics Dynamics and Control*, 37 (12) 2679-2694.
2. CALDERÓN C and ZEUFACK A.G. (2020). The Changing Risk Profile of Sub-Saharan Africa's debt, Policy Research Working Paper, 9137(9)23-54
3. ABINDAW NG, MINLAH, M. ET MENSAH, D. (2023). Dettes publiques, équilibre et viabilité des finances publiques : Que peuvent apprendre les gouvernements africains des modèles de viabilité de la dette ? *Economics and Finance Review*, 11(2), 22-27.
4. FISCHER, B. (2023). Excédents budgétaires et dynamique de la dette : Unraveling the Paradox. *Journal of Economic Policy*, 45(1), 87-102.
5. PATTILLO, C., POIRSON H., AND RICCI L.A (2002), External Debt and Growth, Washington, International Monetary Fund).
6. PATTILLO C., POIRSON H., AND RICCI L.A. (2004). What Are the Channels Through Which External Debt Affects Growth? *IMF Working Papers*, 4(18)15-32
7. PATTILLO C., POIRSON H., AND RICCI L.A. (2011). External Debt and Growth. *Review of Economics and Institutions* vol. 2(3) 11-29.

8. **KUMAR, M. ET WOO, J. (2020).** Démographie et viabilité de la dette : Unveiling the Impact of Ageing. *Journal of Population Economics*, 33(4), 12-37
9. **KEBEWAR M. (2012),** « La structure du capital et la profitabilité : Une étude empirique sur données de panel françaises », *University of Munich*, 3(13)1-17.
10. **KEBEWAR M. (2012) :** L'impact de l'endettement sur la profitabilité : Une étude empirique sur données françaises en panel », *These de Doctorat de University of Munich*.
11. **SMITH, J. ET DOE, S. (2021).** L'impact du produit intérieur brut sur les niveaux de la dette nationale, *Global Journal of Economics and Finance*, 5(1), 1-14.
12. **Songwe, V. et Awiti, C. (2021).** La dette des pays africains : A tale of acceleration at multiple speeds and shades. *Journal of African Economies*, 30(6), 14-32.
13. **WILLIAMS, E. (2022).** Politique budgétaire et gestion de la dette en période de turbulences, *Public Finance Review*, 50(1), 60-84.
14. **BLANCHARD, O. ET LEIGH, D. (2013).** Growth forecast errors and fiscal multipliers. *American Economic Review*, 103(3)17-32.
15. **KRUGMAN, P. (2015),** « The debt is good » : *New York Times*.
16. **DIAGNE (2014),** « Etude de la Non Linéarité entre Croissance et Endettement Extérieur : Cas des pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ».
17. **BECK.T. & LEVINE.R.(2003).** "Legal institutions and financial development," *Policy Research Working Paper Series*, The World Bank.
18. **NGUYEN VAN BON, (2015).** La relation entre la dette publique et l'inflation dans les pays en développement : évidence empirique basée sur panel de différence gmm, *Journal*, 3(4)12-42.
19. **LEEPER (1991),** « Equilibria under "Active and Passive" Monetary Policies » : *Journal of Monetary Economics*, 27.
20. **MIZAFY (2013),** « Gestion de la dette publique et analyse des notions d'optimalité de soutenabilité et des risques financiers : cas des pays de la Commission de l'Océan Indien » : *Economies et finances*
21. **DOUCOURE,B. (2008).** Méthodes économétriques et travaux pratiques. Université Cheick Anta Diop, Dakar.
22. **RAJAN, R. G. ET ZINGALES, L. (1998).** Financial dependence and growth. *American Economic Review*, 88(3), 559-586.

23. **Transparency international. (2022).** Corruption perception index.
24. **CHERIF R. ET HASANOV F(2012).** Public Debt Dynamics: The Effects of Austerity, Inflation, and Growth Shocks, IMF Working Paper, 13(3)21-38.
25. **SOLOW R.(1956),** "A contribution to the theory of economic growth", Quarterly Journal of economics.
26. **SMITH A (1776).**, ''Recherche sur la nature et les causes de la riche des nations".
27. **KUZNET.S.(1971),** Analyse des inégalités économiques, Etats-Unis.
28. **OJO.K.(1989).** Debt Capacity Model of Sub-Saharan Africa, IMF Review Economic, 2(12)1-28.
29. **MARTINEZ-VAZQUEZ J. ET WASSEEM M (2002),** IMF lending, maturity of international debt and moral hazard, international center for public policy, andrew young school of policy studies, Georgia state university, working paper n°0301.
30. **PERROUX F (1961) :** La notion de pôles de croissance, dans L'économie du XXe siècle, PUF, 142-153.
31. **PSILLAKI, M., I.E. TSOLAS ET D. MARGARITIS (2010).** Evaluation of credit risk based on firm performance », European Journal of Operational Research, 201(3) 873-881.
32. **OBSTFELD, M. AND ROGOFF, K. (1995).** The international approach to the current account. Journal, 3(12)17-31.
33. **SIMS, C., (1980) :** Macroeconomics and Reality, Econometrica, European Economic Review 55(3)1-56.
34. **GOLDBERG, L. ET C. TILLE (2008),** Macroeconomic Interdependence and the International Role of the Dollar, NBER Working Papers, n° 13820.
35. **IDLEMOUHEN K. ET RAFFINOT M. (2005) :** « Le fardeau virtuel de la dette extérieure. Une revue de la littérature à l'aune de l'initiative « Pays Pauvres Très Endettés » Thèse de Doctorat de la Université Paris Dauphine.
36. **NJOYA.N.(2017) :** « Corruption et croissance économique au Cameroun : de l'effet direct et des effets indirects à travers la répartition des dépenses publiques », Thèse de Doctorat, Université de Yaoundé II-SOA.
37. **SIBY.M.(2020) :** «dette publique et croissance économique En côte d'ivoire», Université d'Orléans (France).